

LES CATHOLIQUES AU PARLEMENT DE BOSTON

UNE dépêche à l'*Action Sociale* de Québec, en date du 8 avril, publiait l'intéressante information que voici :

Après l'une des luttes parlementaires les plus mouvementées dans l'histoire de Massachusett, les amendements proposés à la Constitution, qui auraient placé les écoles paroissiales sous le contrôle absolu de l'Etat et qui auraient privé les institutions religieuses de tout subside public, ont été rejetés hier par la Chambre des représentants. Le débat dura cinq heures; il fut des plus acerbes. Des accusations de bigoterie, de haine de race, etc., furent portées dans la chaleur de la discussion. D'un côté étaient rangés les catholiques et un groupe de protestants; de l'autre étaient massés les autres députés protestants. Les catholiques déclarèrent qu'une tentative était faite pour lancer une insulte terrible et antiaméricaine à la population catholique du Massachusett. En ceci, ils étaient appuyés par quelques-uns des députés protestants les plus éminents. Leurs adversaires rétorquèrent qu'ils n'avaient jamais eu l'intention d'insulter qui que ce soit, mais que l'attitude de l'Eglise catholique les avait forcés à se lever pour protéger (?) les institutions américaines. Le député Rowley, de Brookline, quoique fils d'un ministre protestant et protestant lui-même, se rangea du côté des catholiques, ce qui causa une surprise parmi la députation.

Il y avait trois projets d'amendement devant la Chambre, dont l'un, le bill Batchelder, défendait d'employer des fonds publics pour le soutien d'institutions religieuses. L'amendement Cross décrétait que les fonds publics ne pourraient servir au maintien d'aucune institution privée sauf les hôpitaux. L'amendement Fitzgerald allait plus loin que le précédent, en